

# Quatre chaises pour rompre la glace

Sahara occidental L'Onu réunit à Genève le Maroc, le Front Polisario et deux "observateurs".

Éclairage Vincent Braun

**R**enouer le contact rompu il y a six ans. Si la table ronde que les Nations unies organisent mercredi et jeudi à Genève entre les protagonistes du Sahara occidental n'avait qu'une vertu, ce serait déjà celle-là. Le Sahara occidental est le dernier territoire d'Afrique à attendre un règlement définitif de son statut juridique postcolonial. Bordé par la côte nord-ouest de l'Afrique et plus vaste que le Royaume-Uni, ce territoire figure jusqu'ici sur la liste des territoires non autonomes de l'Onu (dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes).

Le dernier cycle de négociations avait échoué en 2012, cinq ans après la proposition du Maroc (la puissance administrante) d'accorder à ce territoire une large autonomie sous sa souveraineté. Une proposition inaudible pour le mouvement indépendantiste Front Polisario, qui continue à réclamer un référendum d'autodétermination.

Maroc, Polisario, Algérie et Mauritanie à la même table

À la différence du dernier cycle, tous les protagonistes du dossier seront présents. Le représentant spécial de l'Onu, Horst Köhler, chargé du dossier depuis l'an dernier, a invité quatre parties à la suite d'un patient travail de consultations individuelles. Le Maroc, qui considère le territoire sahraoui comme ses Provinces du Sud, développe et administre de facto une grande partie de celui-ci depuis qu'il a exprimé cette prétention des 1975 avec la Marche verte. Le Polisario, soutenu par l'Algérie, a déclaré en 1976 la République arabe sahraouie démocratique (RASD) sur la partie restante (à l'est). L'Algérie, que le Maroc considère comme partie prenante dans ce

dossier, dit venir en "observateur". Elle abrite pourtant quelque 173 600 réfugiés sahraouis (selon le dernier recensement de l'Onu fin 2017) dans des camps situés dans la région de Tindouf, frontalière avec le Maroc, dans le sud-ouest du pays. Elle a saisi il y a quinze jours l'Union du Maghreb arabe pour que celle-ci tente une médiation. La Mauritanie vient aussi à Genève en observateur, ayant cédé ses droits sur le territoire en 1979.

Des enjeux politiques et économiques

Le premier enjeu est de "rompre la glace", selon les Nations unies, qui parlent d'une "table ronde initiale", afin de jauger si l'on peut "ouvrir un nouveau chapitre dans le processus politique". L'objectif est donc bien d'amorcer des négociations avec tous les protagonistes du dossier, devenu en un peu plus de quarante ans un casse-tête diplomatique. Le Maroc semble avoir donné des gages le mois dernier en lançant à l'Algérie une invitation à dépasser leurs différends. L'enjeu politique de fond est de parvenir à un statut juridique définitif, si possible par référendum. Celui-ci reste l'un des objectifs de la bien nommée Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum (Minurso) – dont les mandats ont cette année été raccourcis à six mois sous pression américaine.

Les enjeux sont aussi d'ordre économique. Les eaux atlantiques qui bordent les 1 100 kilomètres du littoral sahraoui sont particulièrement poissonneuses. Quant à son territoire, il regorge de phosphates (utilisés dans certains engrais). Des intérêts importants dont l'un des enjeux concerne la juste redistribution à la population sahraouie.

Le but de l'Onu reste d'ouvrir "un nouveau chapitre dans le processus politique".

Des liens établis avec le Maroc

Le Maroc poursuit son administration sur base sur l'avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ) qui, le 16 octobre 1975, établit "l'existence, au moment de la colonisation espagnole, de liens juridiques d'allégeance entre le sultan du Maroc et certains des tribus vivant sur le territoire du Sahara occidental". Toutefois, la Cour exclut un "lien de souveraineté nationale" de la part du Maroc. "En termes de légalité, la situation n'a pas changé, l'avis de la CIJ de 1975 reste

d'application, les nombreuses résolutions de Conseil de sécurité restent valides", souligne un observateur académique. "Mais entre le droit et la légalité internationale, d'une part, la realpolitik et les situations de facto, il y a souvent une marge significative. Et pas seulement dans cette région."

Et pas seulement dans cette région."

## Sahara occidental



- Territoire administré par le Maroc
- Contrôlé par le Front Polisario\* indépendantiste
- Zone tampon entre les territoires disputés

\*Principal groupe rebelle qui réclame l'indépendance du Sahara occidental

© AFP

# Le Maroc cherche à impliquer davantage l'Algérie

Julie Chaudier  
Correspondante à Casablanca

**L**e Roi a défini les quatre paramètres sans lesquels il ne peut y avoir de solution au Sahara occidental: pas de processus de négociation sans les acteurs réels du conflit; pas de solution sans autonomie; pas de négociations en dehors des Nations unies; pas de déviation des discussions sur des sujets différents, comme les droits de l'homme", commente un haut diplomate marocain, sous le sceau de l'anonymat. À Genève, lors de la rencontre organisée ces 5 et 6 décembre, le Maroc restera sur ses positions: le territoire sahraoui est marocain et la seule issue à ce conflit est le plan d'autonomie présentée par le Maroc en 2007. Toutefois, cette tentative de reprendre les négociations de paix au Sahara occidental – à l'arrêt depuis 2012 – s'inscrit dans un tout autre contexte.

"La reprise des négociations ne correspond pas à la stratégie du Maroc car en concevant son plan d'autonomie, il pensait amener la communauté internationale à le valider et à valider ainsi sa politique du fait accompli (il administre de fait une partie du Sahara occidental depuis 1991, Ndlr) mais cette stratégie est un échec. Là, cette nouvelle rencontre replace le Maroc sur un pied d'égalité avec le Polisario. C'est un retour à la case départ", estime Khadija Mohsen-Finan, spécialiste du Maghreb et enseignante chercheuse à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Du moins le Maroc a-t-il obtenu que l'Algérie soit présente à cette table ronde. "Les précédentes négociations ont été un échec notamment parce que le tour de table n'était pas approprié. Cette fois, l'Algérie sera présente. Dans le paragraphe 5 de sa dernière résolution, le Conseil de sécurité de l'Onu mentionne que trois pays et le Polisario ont accepté de participer à la table ronde. Il ne fait aucune distinction entre ces pays", souligne le haut diplomate marocain.

## Une nouvelle dynamique pour Rabat

"Le Maroc a toujours affirmé que l'Algérie était le principal concerné. Il a toujours voulu désigner le conflit au Sahara occidental comme un conflit opposant le Maroc à l'Algérie par l'intermédiaire du Polisario", note Khadija Mohsen-Finan.

Pour impliquer davantage l'Algérie, Mohammed VI l'a invitée, dans son discours du 6 novembre, à "un dialogue direct et franc". Faute de réponse officielle, le ministère des Affaires étrangères marocain a exprimé ses "regrets" et "réitéré" sa demande. "La force diplomatique de l'Algérie, c'est justement de ne rien dire. En restant simplement sur ses positions, elle parvient à nuire au Maroc à peu de frais. C'est très confortable. Genève lui offrira une tribune, si elle veut s'exprimer, rappelle la spécialiste. Le Maroc espère que les mutations qui peuvent s'opérer au sein de l'exécutif algérien se feront à son profit, mais rien ne permet de le dire. C'est bien là le gros problème de ce conflit: les deux régimes qui s'affrontent n'ont pas évolué."

"L'impasse des négociations en 2012 n'a jamais été le fait du Maroc, insiste le diplomate marocain. Nous avons fait une proposition de compromis crédible qui a été reconnue comme telle. Nous avons également pris l'initiative à l'Union africaine et là, nous venons de tendre la main à l'Algérie."

De fait, sans pouvoir parler de rupture dans sa stratégie, le Royaume est entré, avec son retour en janvier 2017 dans l'Union africaine, dans une nouvelle dynamique. Il a même accepté un compromis inattendu avec la République arabe sahraouie démocratique (RASD) avec la mise en place d'un "mécanisme africain" l'été dernier. Lequel a désormais pour mission de soutenir l'Onu dans la résolution de ce conflit. Le Maroc semble ainsi vouloir mettre un terme au statu quo et trouver enfin une issue au conflit, pourvu qu'elle lui soit favorable.